

Considérant que l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} mars 2002 octroyant une prime d'encouragement aux travailleurs isolés prenant la diminution de carrière ne devait pas être publié au *Moniteur belge*, le Gouvernement flamand ayant pris cet arrêté sous réserve que les autorités fédérales ne prennent pas de mesures relatives à l'octroi d'une prime d'encouragement aux travailleurs isolés prenant la diminution de carrière.

Etant donné que les autorités fédérales ont pris des mesures, l'arrêté susvisé du 1^{er} mars 2002 est devenu sans objet. Par conséquent, il n'aurait pas dû être publié au *Moniteur belge*. A la suite d'une circonstance imprévue, l'arrêté a cependant été publié. Le présent arrêté abroge dès lors ledit arrêté à effet rétroactif, afin de rectifier ce malentendu.

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Emploi et du Tourisme;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} mars 2002 octroyant une prime d'encouragement aux travailleurs isolés prenant la diminution de carrière, est abrogé.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2002.

Art. 3. Le Ministre ayant la politique de l'emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 23 mai 2003.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

Le Ministre Vice-Président du Gouvernement flamand,

Ministre flamand de l'Emploi et du Tourisme,

R. LANDUYT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 2407

[C — 2003/31296]

12 DECEMBRE 2002. — Arrêté 2002/454 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément spécial et au subventionnement des centres de soins de jour

Le Collège,

Vu la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur certains hôpitaux et relative à certaines autres formes de soins, notamment l'article 5, § 1^{er}, modifiée par la loi du 8 août 1980, par l'arrêté royal n° 59 du 22 juillet 1982 et par la loi du 25 janvier 1999;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 30 mars 1983 sur l'organisation des établissements de soins dans la Communauté française, notamment les articles 2, 4, §§ 1^{er}, 3 et 5;

Vu l'avis de la section "Hébergement" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspectrice des Finances, donné le 3 septembre 2002;

Vu la délibération du Collège sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 34.143/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 novembre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'avenant n° 2 au Protocole du 9 juin 1997 conclu entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130 et 135 de la Constitution concernant la politique à mener à l'égard des personnes âgées;

Considérant l'avenant n° 3 au Protocole du 9 juin 1997 concernant la politique de la santé à mener à l'égard des personnes âgées;

Considérant l'arrêté royal du 2 décembre 1982 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins, modifié par les arrêtés royaux des 30 juillet 1986, 8 décembre 1986, 21 avril 1987, 5 juin 1990, 12 juillet 1991, 17 décembre 1992, 12 octobre 1993, 29 décembre 1994 et 24 juin 1999 introduit les centres de soins de jour parmi les structures de soins et qu'il importe d'en préciser les conditions et modalités d'agrément;

Considérant qu'il importe de renforcer les alternatives d'accueil et de service pour les personnes âgées afin de favoriser le maintien à domicile;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;
- le Membre du Collège : le Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Santé;
- l'administration : les services du Collège;
- le Conseil consultatif : la section "Hébergement" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé;
- le centre : centre de soins de jour;
- le bénéficiaire : la personne âgée relevant des catégories B, C ou Cd, telles que définies dans l'échelle de Katz;
- le projet de vie : les objectifs du centre en matière de qualité de vie, d'autonomie, d'indépendance et de bien-être optimal du bénéficiaire et les moyens mis en œuvre pour réaliser ces objectifs.

CHAPITRE II. — *Modalités et conditions d'agrément**Section 1^{re}. — Demande d'agrément spécial provisoire*

Art. 3. Le centre qui introduit pour la première fois une demande d'agrément spécial, peut être agréé provisoirement par le Collège, à condition que cette demande réponde aux conditions d'agrément de recevabilité énumérées à l'article 4.

Art. 4. § 1^{er}. Pour être agréé, le centre doit satisfaire, outre aux normes fixées par l'arrêté royal du 2 décembre 1982 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins ou comme centre de soins de jour, aux conditions suivantes :

- 1° être constitué sous la forme d'une personne morale;
- 2° disposer d'un projet de vie;
- 3° disposer d'un rapport favorable du service d'incendie, daté de moins d'un an au jour de l'introduction de la demande d'agrément, autorisant le fonctionnement du centre;
- 4° avoir conclu un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile des membres du personnel et des personnes accueillies;
- 5° avoir conclu un contrat d'assurance couvrant le risque d'incendie.

§ 2. Pour être recevable, la demande d'agrément spécial doit être introduite à l'administration par lettre recommandée ou contre accusé de réception et doit être accompagnée des documents et renseignements suivants :

- 1° une copie des statuts tels que publiés au *Moniteur belge*, accompagnés de leurs éventuelles modifications;
- 2° la dénomination du centre et son adresse;
- 3° un document mentionnant le nom du responsable chargé de la gestion journalière et mandaté par le pouvoir organisateur pour représenter le centre auprès l'administration;
- 4° le projet de vie;
- 5° une copie des plans indiquant les voies de communication internes de l'établissement, la destination et la superficie des locaux;
- 6° un rapport du service d'incendie autorisant le fonctionnement du centre et datant de moins d'un an au moment de l'introduction de la demande d'agrément. Ce rapport sera transmis au bourgmestre;
- 7° la liste du personnel du centre avec sa qualification, sa fonction, son volume hebdomadaire de prestations ou, à défaut, le plan d'engagement du personnel;
- 8° une copie du contrat en matière d'assurance en responsabilité civile pour les membres de ce personnel et les personnes accueillies et la preuve du dernier paiement;
- 9° une copie de l'assurance incendie et la preuve du dernier paiement;
- 10° une copie de la convention établie avec une maison de repos ou de repos et de soins, agréée pour la liaison fonctionnelle;
- 11° le règlement d'ordre intérieur;
- 12° s'il échet, les conventions de collaboration conclues avec des structures sanitaires, sociales et culturelles susceptibles de collaborer à une meilleure prise en charge globale des bénéficiaires.

Le dossier ainsi complété doit être signé par la personne mandatée pour représenter le centre.

Art. 5. Si la demande du centre n'est pas complète, l'administration demande au gestionnaire responsable de lui fournir tous documents ou renseignements complémentaires.

Art. 6. Lorsque l'administration dispose d'un dossier administratif complet, elle instruit la demande. Si la demande est recevable, le Collège statue sur la demande d'agrément spécial provisoire et notifie sa décision au demandeur.

Art. 7. En cas de refus d'agrément spécial provisoire, la décision est notifiée par lettre recommandée au demandeur.

Lorsqu'une décision de refus d'agrément spécial provisoire est intervenue, le demandeur concerné ne peut pas introduire une nouvelle demande d'agrément provisoire pendant un an à dater de la notification de la décision.

Art. 8. Pendant la période couvrant l'agrément spécial provisoire, l'administration procède à une inspection afin de vérifier si le centre répond aux conditions d'agrément prévues par le présent arrêté et par l'arrêté royal du 2 décembre 1982 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins ou comme centre de soins de jour et s'il respecte son projet de vie.

Art. 9. L'agrément spécial provisoire est accordé pour un terme d'un an renouvelable. Le service reste agréé aussi longtemps qu'une décision du Collège n'est pas intervenue, laquelle doit intervenir avant l'expiration de l'agrément en cours.

Section 2. — Demande d'agrément spécial définitif

Art. 10. Six mois au plus tard avant l'expiration de l'agrément spécial provisoire, le centre introduit à l'administration, par lettre recommandée ou contre accusé de réception, une demande d'agrément définitif. Celui-ci comprend les documents actualisés visés à l'article 4 du présent arrêté, s'ils ont fait l'objet de modification.

Art. 11. Si la demande du centre n'est pas complète, l'administration demande au gestionnaire responsable de lui fournir tous documents ou renseignements complémentaires.

Art. 12. Lorsque la demande est complète, l'administration instruit la demande d'agrément spécial et procède à une inspection afin de vérifier si le centre répond aux conditions d'agrément prévues par le présent arrêté et par l'arrêté royal du 2 décembre 1982 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins ou comme centre de soins de jour et s'il respecte son projet de vie.

Art. 13. § 1^{er}. L'administration transmet le dossier au Membre du Collège. Celui-ci soumet la proposition au Conseil consultatif. Celui-ci examine la demande et transmet son avis au Membre du Collège dans les trois mois de sa saisine. Passé ce délai, l'avis est réputé positif. Le Collège statue sur la demande et notifie sa décision au centre.

§ 2. L'agrément spécial est accordé pour un terme de cinq ans renouvelable.

§ 3. En cas de refus d'agrément spécial, la décision est notifiée au centre. Une copie de cette décision est communiquée au Conseil consultatif.

Section 3. — Modifications de l'agrément

Art. 14. Si, au cours de la période d'agrément spécial, les données visées à l'article 4 du présent arrêté subissent des modifications, celles-ci sont immédiatement communiquées à l'administration.

Art. 15. Toute modification des conditions d'agrément et de recevabilité, visées à l'article 4, est susceptible d'entraîner une modification de l'agrément étant entendu que le Collège est tenu de modifier celui-ci lorsque des modifications sont apportées à la dénomination ou à l'adresse du centre, ainsi qu'à la convention qu'il a conclue avec la maison de repos et de soins avec laquelle il est en liaison fonctionnelle.

Art. 16. La modification éventuelle de l'agrément spécial est instruite suivant les règles applicables à la demande d'agrément. Seules les pièces relatives aux modifications sont demandées.

Section 4. — Renouvellement d'agrément spécial

Art. 17. La demande de renouvellement d'agrément spécial est introduite auprès de l'administration par le centre, par recommandé ou contre accusé de réception, au plus tard six mois avant le terme de l'agrément en cours. Elle est accompagnée d'un dossier administratif comprenant les documents visés à l'article 4.

Le centre reste agréé aussi longtemps qu'une décision du Collège n'est pas intervenue, laquelle doit intervenir avant l'expiration de l'agrément en cours.

Art. 18. La procédure de renouvellement est celle définie aux articles 11 à 13.

Section 5. — Retrait d'agrément spécial

Art. 19. Si un centre ne répond plus aux normes imposées, le Membre du Collège peut, à tout moment, entamer une procédure de retrait d'agrément spécial.

Il notifie, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, une proposition motivée de retrait d'agrément spécial au gestionnaire responsable et en communique une copie au Conseil consultatif.

Une fois reçue la lettre visée à l'alinéa 2, le centre ne peut plus accueillir de nouveaux bénéficiaires jusqu'à la notification de la décision du Collège, celle-ci devant intervenir dans un délai de deux mois.

Le gestionnaire responsable dispose de quinze jours calendrier, à partir du jour de la notification de la proposition, pour introduire ses observations auprès du Membre du Collège qui en transmet une copie au Conseil consultatif. Ce dernier invite le gestionnaire responsable à comparaître devant lui s'il le souhaite et examine la proposition de retrait d'agrément spécial. Il transmet son avis au Collège dans un délai de deux mois prenant cours au jour de la saisine. Passé ce délai, l'avis est négligé.

La décision du Collège est notifiée au gestionnaire responsable par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 20. La décision de retrait d'agrément spécial entraîne la fermeture du centre au plus tard à la fin du troisième mois qui suit celui de la notification de la décision de retrait d'agrément spécial.

Le centre avertit le personnel, les bénéficiaires, la famille et les mandataires par écrit.

Section 6. — Fermeture volontaire

Art. 21. Lorsque le centre décide volontairement de mettre fin à ses activités, il communique cette décision au Membre du Collège et à l'administration, au plus tard, trois mois avant qu'elle ne produise ses effets.

Il avertit le personnel, les bénéficiaires, la famille et les mandataires par écrit.

Section 7. — Fermeture pour raisons urgentes de santé publique

Art. 22. § 1^{er}. Lorsque des raisons urgentes de santé publique le justifient, le Membre du Collège peut ordonner, à titre provisoire, la fermeture d'urgence d'un centre.

Il en informe le centre qui doit cesser immédiatement toute activité.

Le centre avertit le personnel, les bénéficiaires, la famille et les mandataires par écrit.

Le Conseil consultatif en est simultanément informé.

§ 2. Le Conseil consultatif informe dans les quinze jours le pouvoir organisateur de la date à laquelle l'affaire est examinée et l'invite à faire valoir ses observations et à comparaître devant lui.

Le Conseil consultatif délibère quelle que soit la suite qui ait été donnée à l'invitation à comparaître et transmet, dans les huit jours de sa délibération, son avis au Collège qui statue définitivement sur la fermeture.

En cas de fermeture définitive, la décision est motivée puis publiée au *Moniteur belge* sous forme d'extrait.

CHAPITRE III. — Normes

Section 1^{re}. — Normes générales et d'organisation

Art. 23. Le centre doit dans le cadre de son projet de vie :

- 1° assurer le transport aller et retour pour les bénéficiaires qui le demandent;
- 2° assurer au moins un repas chaud par jour. Il doit être préparé et distribué dans le respect des normes en matière de propreté et d'hygiène. Les aliments doivent être variés et adaptés à l'état de santé des bénéficiaires;
- 3° être ouvert au moins 8 h 30 m par jour et ce, du lundi au vendredi à l'exception des jours fériés;
- 4° organiser des activités à valeur stimulative visant à favoriser le maintien du plus haut niveau d'autonomie possible chez les bénéficiaires et éventuellement assurer leur revalidation;
- 5° garantir l'accueil des bénéficiaires sans distinction de sexe, d'origine ethnique, d'orientation sexuelle, d'appartenance idéologique, philosophique ou religieuse;

6° garantir le libre choix du médecin traitant.

7° tenir journallement un registre de présence des bénéficiaires.

Art. 24. Outre les normes d'organisation prévues à l'annexe II B de l'arrêté royal du 2 décembre 1982 fixant les normes pour l'agrément spécial des maisons de repos et de soins, le centre doit tenir un dossier individuel par bénéficiaire comprenant :

1° la convention fixant les conditions d'accueil, la participation financière, ainsi que les droits et obligations réciproques liés à l'accueil en centre de soins de jour;

2° la fiche individuelle comprenant l'identité du bénéficiaire, les coordonnées des personnes à avertir en cas de nécessité, les renseignements relatifs à la mutualité et toutes les dispositions prises par des tiers relatifs à la sécurité du bénéficiaire;

3° le dossier médical avec l'évaluation du degré de dépendance du bénéficiaire;

4° en cas d'utilisation de bracelets anti-fugue, les documents prouvant que le droit au respect de la vie privée et à la dignité humaine est garanti et que la liberté et la dignité des résidents garanties par le règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 17 décembre 1993 fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos des personnes âgées, en son article 5, § 2, 2° et § 3, 1° et 2°, sont respectés.

Art. 25. Le responsable chargé de la gestion journalière doit être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

Art. 26. Pour chaque membre du personnel du centre, un dossier doit être tenu à jour et comprend les éléments suivants :

1° la copie du diplôme certifiée conforme;

2° le contrat de travail;

3° l'horaire;

4° le certificat de bonne vie et mœurs.

Art. 27. En aucun cas, un membre ou du personnel du centre ou de son pouvoir organisateur ne peut être gestionnaire du patrimoine d'un bénéficiaire du centre, à moins d'avoir un lien de parenté avec celui-ci. Dans ce cas, le membre concerné doit, soit être son représentant légal, soit être désigné comme tuteur, administrateur provisoire ou conseil judiciaire.

Section 2. — Normes architecturales et de sécurité

Art. 28. La conception architecturale du centre est adaptée aux besoins et à la nature des problèmes de santé des personnes accueillies.

Art. 29. Les établissements à étages disposeront d'ascenseurs permettant l'accès aux non valides ou de monte-malades assurant la circulation verticale.

Art. 30. Le centre doit assurer l'accessibilité des bâtiments depuis l'extérieur, en tenant compte de la nature du handicap des personnes accueillies.

Art. 31. Tous les planchers et parois sont lavables, lisses et faciles à désinfecter.

Les installations des services généraux – notamment la cuisine – sont organisées de façon à ne pas incommoder par leurs odeurs ou leurs vapeurs.

Art. 32. L'aération et un éclairage naturel suffisants des locaux de séjour et d'activité sont assurés.

Art. 33. Les pièces doivent être chauffées de manière telle que la température puisse toujours y être portée à 22 degrés.

Art. 34. Le centre dispose d'au moins :

1° une salle d'eau disposant d'une baignoire ou d'une douche et comprenant un espace d'habillage permettant de garantir à tout moment le respect de l'intimité des personnes;

2° un WC pour six personnes dont un adapté aux personnes handicapées;

3° un lavabo à eau courante pour six personnes.

Art. 35. La surface totale des locaux d'activités et celle des locaux de séjour (salon, salle à manger, salle de jeux) est de 6 m² par personne.

Art. 36. Le centre doit disposer d'une pièce séparée avec un minimum de deux lits afin de permettre le repos des patients.

Art. 37. L'équipement du centre est adapté aux besoins des personnes et un fauteuil doit être prévu par personne.

Art. 38. Le centre doit disposer d'une salle d'examen pouvant également servir d'infirmerie et de local de soins.

Art. 39. Les mesures nécessaires sont prises par le centre pour prévenir et combattre l'incendie, ainsi que pour assurer l'évacuation des occupants en cas de sinistre. Le centre respecte les normes de sécurité conformes au type d'institution dans lequel il s'inscrit.

CHAPITRE IV. — *Subventionnement*

Art. 40. Dans les limites des crédits disponibles et nonobstant la possibilité pour un centre d'être également agréé en centre de jour, les subventions sont destinées à couvrir :

- 1° les frais de rémunération, de sous-traitance ou d'honoraires de kinésithérapeute, d'ergothérapeute, de logopède, d'éducateur en gérontologie exerçant une fonction de réactivation;
- 2° les frais de la formation continuée du personnel, à concurrence de 1% minimum du subside global;
- 3° les frais de transport des bénéficiaires du centre;
- 4° les frais de fonctionnement;
- 5° les frais des activités stimulatives, de réactivation et de revalidation;
- 6° certains frais de petit équipement spécifique qui favorise la revalidation et/ou le maintien de l'autonomie.

Art. 41. Le Collège accorde au centre disposant d'un accueil minimal de 10 places et maximal de 20 places, une subvention pour la première année d'un montant de 17.350 € ou d'un montant inférieur calculé au prorata du nombre de mois d'activité et, une subvention d'un montant de 24.800 € pour les années suivantes. La subvention visée au présent article est adaptée annuellement à chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, si après dénommé indice santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base x indice santé de décembre de l'année précédente}}{\text{Indice santé de décembre 2002}}$$

Art. 42. Des avances sur subvention sont accordées au centre et sont liquidées trimestriellement. Le premier quart de la subvention est liquidé au plus tard le 15 février, le deuxième quart le 15 mai au plus tard, le troisième quart le 15 août au plus tard et un cinquième de la subvention le 15 novembre au plus tard. Le solde de la subvention d'une année est versé au plus tard le 1^{er} octobre de l'année suivante pour autant que les pièces justificatives, les comptes et bilan et le rapport d'activités aient été remis au plus tard le 30 avril de l'année qui suit. Le centre agréé est soumis aux contrôles de l'administration et produit une copie du registre des présences si celle-ci le requiert.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires*

Art. 43. Pour les centres agréés avant le 1^{er} janvier 2003, une période transitoire est prévue afin de rendre le site conforme aux normes des centres de soins de jour. Les travaux auront une durée maximale de deux mois, à dater du 1^{er} janvier 2003.

Art. 44. Le présent arrêté sort ses effets le 1^{er} octobre 2002, à l'exception des articles 41, 42 et 43 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 45. Le Membre du Collège est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 46. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2002.

Bruxelles, le 12 décembre 2002.

Par le Collège :

Président du Collège,
Eric TOMAS

Membre du Collège chargé de la Santé, de la Culture, du Tourisme, du Sport et de la Jeunesse,
D. GOSUIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 2407

[C - 2003/31296]

12 DECEMBER 2002. — Besluit 2002/454 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de bijzondere erkenning en betoelaging van de dagverzorgingscentra

Het College,

Gelet op de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging, inzonderheid op artikel 5, § 1, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, bij koninklijk besluit nr. 59 van 22 juli 1982 en bij de wet van 25 januari 1999;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 30 maart 1983 tot inrichting van de verzorgingsinstellingen in de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 2, 4, §§ 1, 3 en 5;

Gelet op het advies van de afdeling « Opnames » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheidsbeleid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 3 september 2002;

Gelet op de beslissing van het College om de Raad van State te vragen ons binnen één maand van zijn advies te dienen;

Gelet op advies 34.143/4 van de Raad van State gegeven op 22 november 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende aanhangsel nr. 2 bij het Protocol van 9 juni 1997 gesloten tussen de federale Regering en de overheden die bedoeld zijn in de artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet betreffende het gezondheidsbeleid dat ten opzichte van senioren gevoerd moet worden;

Overwegende aanhangsel nr. 3 bij het Protocol van 9 juni 1997 betreffende het gezondheidsbeleid dat ten opzichte van senioren gevoerd moet worden.

Overwegende het koninklijk besluit van 2 december 1982 houdende vaststelling van de normen van de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 juli 1986, 8 december 1986, 21 april 1987, 5 juni 1990, 12 juli 1991, 17 december 1992, 12 oktober 1993, 29 december 1994 en 24 juni 1999 tot invoering van de dagverzorgingscentra bij de verzorgingsinstellingen, waarbij het aangewezen is de voorwaarden en toepassingswijze van de erkenning nader te bepalen;

Overwegende dat andere vormen van opvang en diensten voor senioren uitgebouwd moeten worden, met name betere bijstand verleend aan de thuisblijvers;

Op voorstel van het Lid van het College bevoegd voor Gezondheidsbeleid,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Met toepassing van artikel 138 van de Grondwet regelt dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld bij artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- Lid van het College : het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie bevoegd voor Gezondheidsbeleid;
- bestuur : de diensten van het College;
- Adviesraad : de afdeling « opnames » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Welzijn en Gezondheidsbeleid;
- centrum : dagverzorgingscentrum
- de rechthebbende : de bejaarde die onder de categorieën B, C of Cd van de Katz-schaal valt;
- leefproject : de doelstelling van het centrum inzake leefkwaliteit, zelfredzaamheid en optimaal welzijn van de rechthebbende en de toegepaste middelen om deze doelstellingen te bereiken.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingswijze en erkenningsvoorwaarden*

Afdeling 1. — Voorlopige bijzondere erkenningsaanvraag

Art. 3. Het College kan het centrum dat voor het eerst een bijzondere erkenningsaanvraag indient, voorlopig erkennen, mits deze erkenningsaanvraag de in artikel 4 gestelde erkennings- en ontvankelijkheidsvoorwaarden vervult.

Art. 4. § 1. Om erkend te worden dient het centrum, naast de normen die vastgesteld zijn in het koninklijk besluit van 2 december 1982 houdende vaststelling van de normen van de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis of als dagverzorgingscentrum, te voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° een rechtspersoon zijn;
- 2° over een leefproject beschikken;
- 3° in het bezit zijn van een gunstig verslag van de Brandweerdienst dat niet ouder is dan een jaar de dag waarop de erkenningsaanvraag wordt ingediend, en waarbij toelating wordt gegeven om het centrum open te stellen;
- 4° een verzekeringspolis inzake burgerlijke aansprakelijkheid van de personeelsleden en opgevangen personen hebben aangegaan;
- 5° een brandverzekering hebben aangegaan.

§ 2. Om ontvankelijk te zijn, dient de erkenningsaanvraag per ter post aangetekende zending of tegen ontvangstbewijs bij het bestuur te worden ingediend, samen met de volgende stukken en inlichtingen :

- 1° een afschrift van de statuten als in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, samen met de eventuele wijzigingen;
- 2° de benaming van het centrum en het adres;
- 3° een document met vermelding van de naam van de verantwoordelijke van het dagelijks beheer die door de inrichtende macht wordt gemachtigd om het centrum bij het bestuur te vertegenwoordigen;
- 4° het leefproject;
- 5° een afschrift van de plannen tot aanduiding van het verplaatsingsplan binnen de instelling, de bestemming en de oppervlakten van de ruimten;
- 6° een verslag van de brandweerdienst waarbij toelating wordt gegeven het centrum open te stellen, verslag dan niet ouder is dan een jaar op het ogenblik van indiening van de erkenningsaanvraag. Dit verslag wordt aan de burgemeester bezorgd;
- 7° de lijst van het personeel van het centrum met ieders hoedanigheid, ambt, wekelijks prestatieritme, of bij ontstentenis, het personeelwervingsplan;
- 8° een afschrift van de verzekeringspolis inzake burgerlijke aansprakelijkheid met betrekking tot die personeelsleden en opgevangen personen, alsook het jongste betaalbewijs;
- 9° een afschrift van de brandverzekering en het jongste betaalbewijs;
- 10° een afschrift van de overeenkomst met een rusthuis of met een rust-en verzorgingstehuis, dat voor de functionele verbinding is erkend;
- 11° het huishoudelijk reglement;
- 12° in voorkomend geval, de samenwerkingsovereenkomsten die gesloten zijn met sanitaire, sociale en culturele structuren die zouden kunnen bijdragen tot een globaliter betere tenlasteneming van de rechthebbenden.

Het aldus samengestelde dossier dient ondertekend te zijn door de persoon die gemachtigd is om het centrum te vertegenwoordigen.

Art. 5. Wanneer het dossier niet volledig is, vraagt het bestuur aan de verantwoordelijke beheerder alle aanvullende stukken en inlichtingen te bezorgen.

Art. 6. Zodra het bestuur over een volledig administratief dossier beschikt, wordt de aanvraag onderzocht. Als de aanvraag ontvankelijk is, doet het College uitspraak over de voorlopige bijzondere erkenningsaanvraag en wordt de aanvrager van die beslissing in kennis gesteld.

Art. 7. Bij weigering van de voorlopige bijzondere aanvraag wordt die beslissing bij een ter post aangetekende zending betekend.

Wanneer de voorlopige bijzondere erkenningsaanvraag geweigerd wordt, is de betrokken aanvrager niet geoorloofd om binnen een jaar na betekening van de beslissing opnieuw een voorlopige erkenningsaanvraag in te dienen.

Art. 8. Tijdens de geldigheidsduur van de bijzondere erkenningsaanvraag voert het bestuur een controlebezoek uit om na te gaan of het centrum aan de in dit besluit gestelde erkenningsvoorwaarden voldoet alsook aan die van het koninklijk besluit van 2 december 1982 houdende vaststelling van de normen van bijzondere erkenning als rust- en verzorgingsstehuis of als dagverzorgingscentrum, en of het eigen leefproject er in acht wordt genomen.

Art. 9. De voorlopige bijzondere erkenning wordt voor een jaar toegekend en kan worden verlengd. Zolang het College vóór het verstrijken van de geldende erkenning geen beslissing heeft genomen, blijft de dienst zijn erkenning genieten.

Afdeling 2. — Definitieve bijzondere erkenningsaanvraag

Art. 10. Uiterlijk zes maanden na het verstrijken van de voorlopige bijzondere erkenning dient het centrum bij een ter post aangetekende zending of tegen ontvangstbewijs een definitieve erkenningsaanvraag bij het bestuur in. Deze omvat de eventueel bijgewerkte stukken bedoeld bij artikel 4 van dit besluit.

Art. 11. Wanneer de aanvraag van het centrum onvolledig is, vraagt het bestuur aan de verantwoordelijke beheerder hem alle aanvullende stukken en inlichtingen te verstrekken.

Art. 12. Wanneer de aanvraag volledig is, onderzoekt het bestuur de bijzondere erkenningsaanvraag en wordt een controlebezoek uitgevoerd om na te gaan of het centrum aan de in dit besluit gestelde erkenningsvoorwaarden voldoet alsook aan die van het koninklijk besluit van 2 december 1982 houdende vaststelling van de normen van bijzondere erkenning als rust- en verzorgingsstehuis of als dagverzorgingscentrum, en of het eigen leefproject er in acht wordt genomen.

Art. 13. § 1. Het bestuur bezorgt het dossier aan het Lid van het College. Het Lid legt het voorstel voor aan de Adviesraad die de aanvraag onderzoekt en binnen drie maanden na aanhangigmaking zijn advies aan het Lid van het College bezorgt. Na die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn. Het College doet uitspraak over de aanvraag en stelt het centrum in kennis van zijn beslissing.

§ 2. De bijzondere erkenning wordt voor een termijn van vijf jaar toegekend en kan worden verlengd.

§ 3. Bij weigering van de bijzondere erkenning wordt de beslissing ter kennis van het centrum gebracht. Er wordt een afschrift van deze beslissing aan de Adviesraad bezorgd.

Afdeling 3. — Wijziging van de erkenning

Art. 14. Wanneer de gegevens bedoeld bij artikel 4 van dit besluit in de loop van de bijzondere erkenningperiode gewijzigd worden, wordt dit onmiddellijk ter kennis van het bestuur gebracht.

Art. 15. Elke wijziging aan de erkennings- en ontvankelijkheidsvoorwaarden bedoeld bij artikel 4 kan een wijziging van de erkenning voor gevolg hebben, met dien verstande dat het College ertoe gehouden is de erkenning te wijzigen wanneer het centrum van naam verandert of verhuist, of wanneer een wijziging werd aangebracht aan de overeenkomst die gesloten werd met het rust- en verzorgingsstehuis waarmee het functioneel verbonden is.

Art. 16. De eventuele wijziging van de bijzondere erkenning wordt onderzocht op grond van de regels die van toepassing zijn op de erkenningsaanvraag. Enkel die stukken die betrekking hebben op de wijzigingen dienen te worden voorgelegd.

Afdeling 4. — Hernieuwing van de bijzondere erkenning

Art. 17. De verlengingsaanvraag voor de bijzondere erkenning wordt uiterlijk zes maanden vóór beëindiging van de geldende erkenning bij ter post aangetekende zending of tegen ontvangstbewijs bij het bestuur ingediend. De aanvraag is vergezeld van een administratief dossier dat de in artikel 4 bedoelde stukken omvat.

Het centrum blijft erkend zolang het College vóór het verstrijken van de geldende erkenningstermijn geen beslissing heeft genomen.

Art. 18. De hernieuwingsprocedure wordt in de artikelen 11 tot 13 nader bepaald.

Afdeling 5. — Intrekking van de bijzondere erkenning

Art. 19. Als een centrum niet langer aan de vereiste normen voldoet, kan het Lid van het College op elk ogenblik de procedure voor de intrekking van de bijzondere erkenning aanvatten.

Bij een ter post aangetekende zending met ontvangstbewijs brengt hij een met redenen omkleed voorstel van intrekking van de bijzondere erkenning ter kennis van de verantwoordelijke beheerder en bezorgt hij een afschrift hiervan aan de Adviesraad.

Zodra het centrum de in het tweede lid bedoelde brief ontvangt, mag het niet langer nieuwe rechthebbenden opvangen totdat hem de binnen twee maanden te nemen beslissing van het College wordt megedeeld.

De verantwoordelijke beheerder beschikt over vijftien kalenderdagen vanaf de dag van kennisgeving van het voorstel om zijn opmerkingen bij het Lid van het College te laten geworden, dat hiervan een afschrift aan de Adviesraad bezorgt. De laatstgenoemde verzoekt de verantwoordelijke beheerder om indien gewenst, voor hem te verschijnen en onderzoekt het voorstel van intrekking van de bijzondere erkenning. Binnen twee maanden na aanhangigmaking ervan bezorgt hij zijn advies aan het College. Na het verstrijken van deze termijn wordt geen rekening meer gehouden met het verwachte advies.

De beslissing van het College wordt bij een ter post aangetekende zending met ontvangstbewijs aan de verantwoordelijke beheerder betekend.

Art. 20. De beslissing tot intrekking van de bijzondere erkenning heeft de sluiting van het centrum voor gevolg, dit uiterlijk binnen drie maanden na de betekening van de beslissing tot intrekking van de bijzondere erkenning.

Het personeel, de rechthebbenden, de gezinnen en de mandatarissen worden bij een schrijven door het centrum verwittigd.

Afdeling 6. — Vrijwillige sluiting

Art. 21. Wanneer het centrum beslist zijn activiteiten stop te zetten wordt die beslissing drie maanden vóór de effectieve stopzetting aan het Lid van het College en het bestuur meegedeeld.

Het personeel, de rechthebbenden, de gezinnen en de mandatarissen worden hiervan bij een schrijven verwittigd.

Afdeling 7. — Sluiting wegens dringende redenen inzake volksgezondheid

Art. 22. § 1. Bij dringende redenen inzake volksgezondheid kan het Lid van het College voorlopig bevelen dat een centrum dringend gesloten moet worden.

Zodra het centrum op de hoogte is gebracht, dient het terstond alle activiteiten stop te zetten.

Het personeel, de rechthebbenden, de gezinnen en de mandatarissen worden hiervan bij een schrijven door het centrum verwittigd.

De Adviesraad wordt tegelijk op de hoogte gebracht.

§ 2. Binnen vijftien dagen deelt de Adviesraad aan de inrichtende macht de datum mee waarop de zaak onderzocht wordt en wordt hij tevens verzocht zijn opmerkingen te doen gelden en vóór hem te verschijnen.

De Adviesraad bespreekt de zaak, welk gevolg ook aan het verzoek tot verschijning werd gegeven, en binnen acht dagen na die bespreking wordt zijn advies naar het College overgezonden dat definitief uitspraak doet over de sluiting.

Ingeval van definitieve sluiting wordt de beslissing met redenen omkleed en bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK III. — Normen

Afdeling 1. — Algemene inrichtingsnormen

Art. 23. In het kader van zijn leefproject dient het centrum te zorgen voor wat volgt :

- 1° instaan voor het heen-en weervervoer van de rechthebbenden die hierom vragen;
- 2° instaan voor minstens een warme maaltijd per dag. De maaltijd moet worden voorbereid en uitgedeeld met inachtneming van de geldende hygiënische normen. De voeding moet gevarieerd zijn en afgestemd op de gezondheidstoestand van de rechthebbenden;
- 3° minstens 8 u. 30 m. per dag open zijn, en dit van maandag tot vrijdag, met uitzondering van de feestdagen;
- 4° stimulerende activiteiten opzetten om de rechthebbenden zo zelfredzaam mogelijk te maken en eventueel te zorgen voor hun revalidatie;
- 5° instaan voor de opvang van de rechthebbenden zonder onderscheid op het vlak van het geslacht, etnische afkomst, seksuele gezindheid, ideologische, filosofische of godsdienstige strekking;
- 5° vrije keuze van de behandelende geneesheer;
- 7° een aanwezigheidsregister m.b.t. de rechthebbenden bijhouden.

Art. 24. Naast de normen die opgenomen zijn in bijlage II B bij het koninklijk besluit van 2 december 1982 houdende vaststelling van de normen van bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis, dient het centrum voor elke rechthebbende een individueel dossier bij te houden dat omvat wat volgt :

- 1° de overeenkomst tot vaststelling van de opnanevoorwaarden, de financiële bijdrage, alsook de wederzijdse rechten en plichten bij opvang in een dagverzorgingscentrum;
- 2° de individuele fiche met de persoonsgegevens van de rechthebbende, de nadere gegevens van de personen die verwittigd kunnen worden, de inlichtingen over de zorgkas en alle door derden genomen beschikkingen m.b.t. het gevoel van veiligheid van de rechthebbende;
- 3° het medisch dossier met een inschatting van de afhankelijkheidsgraad van de rechthebbende;
- 4° in geval van gebruik van elektronische huisarresten, de bewijsstukken waaruit blijkt dat het recht op een menswaardig privé-leven gevrijwaard wordt en dat het principe van vrijheid en waardigheid van de residenten als gewaarborgd in artikel 5, § 2, 2° en § 3, 1° en 2° van de verordening van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 1993 tot vaststelling van de normen waaraan de rustoorden voor bejaarden moeten voldoen, nagekomen is.

Art. 25. De verantwoordelijke belast met het dagelijks beheer moet houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs.

Art. 26. Voor ieder personeelslid van het centrum moet een dossier worden bijgehouden dat de volgende stukken omvat :

- 1° een afschrift van het eensluidend verklaard eindgetuigschrift;
- 2° de arbeidsovereenkomst;
- 3° de werkuren;
- 4° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag.

Art. 27. In geen geval mag een personeelslid of een lid van de inrichtende macht het erfgoed van een rechthebbende beheren, tenzij hij met hem verwant is. In dat geval dient het betrokken lid zijn wettelijke vertegenwoordiger te zijn, of aangewezen te zijn als voogd, voorlopige beheerder of juridische raadgever.

Afdeling 2. — Bouwkundige en veiligheidsnormen

Art. 28. Het bouwconcept van het centrum is aangepast aan de behoeften en de aard van de gezondheidsproblemen van de opgevangen personen.

Art. 29. De instellingen met verdiepingen beschikken over liften zodat niet-validen toegang kunnen krijgen, of over ziekenliften voor een vertikaal verkeer.

Art. 30. Het centrum dient vanaf buiten makkelijk bereikbaar te zijn waarbij rekening wordt gehouden met de aard van de handicap van de opgevangen personen.

Art. 31. Alle vloeren en wanden zijn afwasbaar, glad en makkelijk te ontsmetten.

De algemene diensten – met name de keuken – worden op die wijze ingericht dat ze qua geur of uitwasemingen niet hinderlijk zijn.

Art. 32. Er wordt gezorgd voor voldoende verluchting en verlichting van de woon- en activiteitenruimten.

Art. 33. De ruimten worden bestendig tegen een temperatuur van 22 graden verwarmd.

Art. 34. Het centrum beschikt minstens :

1° over een badkamer met badkuip of douchecel, een kledingsruimte waardoor de intimiteit van de personen steeds gevrijwaard kan worden;

2° een toilet per zes personen waaronder een aangepast aan personen met een handicap;

3° een wastafel met stromend water per zes personen.

Art. 35. De totale oppervlakte van de activiteiten- en woonruimten (salon, eetkamer, speelkamer) bedraagt 6 m² per persoon.

Art. 36. Het centrum moet over een aparte ruimte met minstens twee bedden beschikken om er patiënten te laten rusten.

Art. 37. De uitrusting van het centrum is aangepast aan de behoeften van de personen en er moet een zetel per persoon ter beschikking staan.

Art. 38. Het centrum moet beschikken over een onderzoekzaal die tevens als verpleeg- en verzorgingszaal kan dienen.

Art. 39. Het centrum neemt de nodige maatregelen om brandgevaar te voorkomen, alsook om de aanwezigen bij rampen te evacueren. Het centrum leeft de veiligheidsnormen na die gelden voor dit soort instellingen.

HOOFDSTUK IV. — *Betoelaging*

Art. 40. Binnen de perken van de beschikbare geldmiddelen en ondanks de mogelijkheid voor een centrum om eveneens als dagcentrum te worden erkend, worden de toelagen aangewend voor :

1° de bezoldigingskosten, de kosten voor onderaanbesteding of erelonen van kinesist, ergotherapeut, logopedist, geriatisch opvoeder met een functie van reactivering;

2° de kosten voor voortgezette opleiding van het personeel, ten belope van minstens 1 % van de totale toelage;

3° de vervoerkosten van de rechthebbenden van het centrum;

4° de werkingskosten;

5° de kosten voor de stimulerende, reactiverings- en revalidatieactiviteiten;

6° sommige kosten voor klein gerief ter bevordering van revalidatie en/of behoud van de zelfredzaamheid.

Art. 41. Aan het centrum dat minstens 10 en hoogstens 20 plaatsen ter beschikking stelt kent het College voor het eerste jaar een toelage toe ten bedrage van 17.350 € of een kleiner bedrag dat berekend wordt op grond van het aantal maanden activiteit en, de daaropvolgende jaren een toelage ten bedrage van 24.800 €. De in dit artikel bedoelde toelage wordt elk jaar op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen als bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna gezondheidsindex genoemd, volgens de formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindexcijfer van december van het vorig jaar}}{\text{gezondheidsindexcijfer van december 2002}}$$

Art. 42. Aan het centrum worden per kwartaal toelagervoorschotten uitbetaald. Een kwart van de toelage wordt uiterlijk op 15 februari betaald, het tweede kwart uiterlijk op 15 mei, het derde kwart uiterlijk op 15 augustus en een vijfde van de toelage uiterlijk op 15 november. Het saldo van de toelage wordt uiterlijk op 1 oktober van het daaropvolgende jaar betaald mits voorlegging, uiterlijk op 30 april van dat daaropvolgende jaar, van de bewijsstukken, rekeningen en balans alsook van het activiteitenverslag. Het erkende centrum wordt onderworpen aan het toezicht van het bestuur en bezorgt een afschrift van het aanwezigheidsregister als hierom gevraagd wordt.

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

Art. 43. Voor de centra die vóór 1 januari 2003 zijn erkend wordt een overgangperiode vastgesteld zodat de plaats aangepast kan worden aan de normen m.b.t. de dagverzorgingscentra. De verbouwwerken zullen hoogstens twee maanden in beslag nemen, te rekenen vanaf 1 januari 2003.

Art. 44. Dit besluit heeft volkomen gevolg met ingang van 1 oktober 2002, met uitzondering van de artikelen 41, 42 en 43 die op 1 januari 2003 in werking treden.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 45. Het Lid van het College is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 46. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2002.

Brussel, 12 december 2002.

Namens het College :

Voorzitter van het College,

E. TOMAS

Lid van het College bevoegd voor Gezondheidsbeleid, Cultuur, Toerisme, Sport en Jeugd,

D. GOSUIN